



Trafic en hausse en 2018 pour le port d'Abidjan

Le port d'Abidjan représente 90% des échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire. Avec plus de 24 millions de tonnes enregistré en 2018, cela représente une croissance de 6%. Cette croissance s'explique notamment par le dynamisme de l'économie du pays dont le taux de croissance de 7,7% l'an dernier a des répercussions sur les activités d'un des plus importants ports du continent.

Le trafic vers les pays riverains enclavés, dépourvus de façade maritime (Burkina Faso, Mali, Niger..) et dont les marchandises transitent par le Port Autonome d'Abidjan (PAA), a connu de son côté une baisse importante, liée aux économies de ces pays en 2018, alors que le trafic avait progressé de 3% en 2017. Le PAA a entamé depuis 2015 des travaux de développement et de modernisation. La passe d'entrée du canal de Vridi qui mène de la mer au port va notamment être approfondie. Les travaux du canal de Vridi devraient être inaugurés à la mi-février, pour relancer le trafic de transbordement en baisse, le PAA n'étant pas en mesure d'accueillir les grands navires.

SIGNIFICANCE

Après cette inauguration, le PAA accueillera en 2019 les plus grands navires de 348 mètres contre 250 mètres actuellement. Un deuxième terminal capable d'accueillir les plus grands porte-conteneurs, pour un coût global de 1,5 milliard d'euros est en construction.

La Banque Mondiale avait appelé les autorités ivoiriennes à investir pour abaisser les coûts de transport soulignant le besoin d'améliorer la performance des ports ivoiriens. Comparé au Ghana, le coût d'un conteneur transitant par le port d'Abidjan est 59% plus élevé à l'export et 44% plus élevé à l'import, pointait du doigt la Banque Mondiale, qui estimait que le port souffrait d'un « manque de concurrence dans l'exploitation de ses terminaux ». Nonobstant, bien que les investissements portuaires soient insuffisants et constituent un goulot d'étranglement pour la croissance africaine, Abidjan pourrait émerger comme le hub maritime majeur de l'Afrique de l'Ouest, selon une étude du cabinet PwC.

TABLE OF CONTENTS

AFRIQUE DU SUD	3	MADAGASCAR	6
<p>Clover Industries reçoit une offre de rachat de 358,6 millions de dollars US</p>		<p>Les prévisions des performances économiques de Madagascar pour 2019</p>	
ALGÉRIE	3	MAROC	6
<p>De nouveaux plans pour augmenter la capacité de production solaire en Algérie</p>		<p>Les projets d'expansion de SDX au Maroc empoisonnés par de nouvelles licences de forage</p>	
CAMEROUN	4	MAURICE	7
<p>Kiro'o Rebuntu, la plate-forme des « serial entrepreneurs »</p>		<p>Une banque commerciale mauricienne découvre une mine d'or au Kenya</p>	
EGYPTE	4	NIGERIA	7
<p>Mercedes-Benz tente de relancer le marché automobile égyptien</p>		<p>Les PPP pour booster les projets d'infrastructure</p>	
GUINÉE	5	RWANDA	8
<p>Nordgold investira plus de 400 millions de dollars US dans une mine d'or</p>		<p>Le Rwanda signale son intention de lancer dans l'espace son propre satellite</p>	
KENYA	5	SENEGAL	8
<p>Les marques emblématiques du commerce de détail s'effondrent face à une concurrence féroce</p>		<p>Dakar réceptionne officiellement son Train Express Régional</p>	

JANVIER 2019

AFRICA BULLETIN



AFRIQUE DU SUD

Clover Industries reçoit une offre de rachat de 358,6 millions de dollars US

Le groupe alimentaire Clover Industries a reçu une offre de rachat émanant d'investisseurs dirigés par la société israélienne Central Bottling, qui évalue la société sud-africaine à 4,8 milliards de rands soit 358,6 millions de dollars US, renforçant ainsi les efforts du président Cyril Ramaphosa pour attirer les investissements étrangers dans le pays. Le groupe acquéreur, Milco SA Proprietary, a offert 25 rands par action au producteur de produits laitiers et de boissons basé à Johannesburg. Le véhicule d'investissement appartient à 60% à CBC, propriétaire de la franchise israélienne Coca-Cola, avec d'autres investisseurs, dont Brimstone Investment, une société sud-africaine.

L'accord a été recommandé par le conseil de la société, dirigé par Steve Booyesen, l'un des dirigeants travaillant à raviver le détaillant Steinhoff International, et par l'ancien directeur général de Shoprite, Whitey Basson. 78,7% des actions seront détenues par Milco, 15% par Brimstone et 6,3% par la direction de Clover. Clover est une société de biens de consommation opérant en Afrique du Sud ainsi que dans d'autres pays africains. Elle propose une gamme de produits laitiers et non laitiers et possède l'un des plus grands réseaux de distribution de gaz ambiant et réfrigéré d'Afrique australe. L'empreinte de Clover s'étend à travers l'Afrique du Sud et l'Afrique subsaharienne, employant plus de 8 500 personnes.

A RETENIR

Les acquéreurs envisagent de renforcer la présence de Clover en Afrique subsaharienne, en amenant des produits tels que le lait, le fromage et les boissons non alcoolisées de la société, tel que Tropika, à une clientèle plus large.

ALGÉRIE

De nouveaux plans pour augmenter la capacité de production solaire en Algérie

L'Algérie envisage de lancer plusieurs appels d'offres pour des projets d'énergie renouvelable dans le but de répondre à la demande croissante d'électricité et de gaz destiné à l'exportation. Les plans figurent dans le programme algérien de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, qui comprend une installation totale d'énergie renouvelable d'environ 22 000 MW d'ici 2030 pour le marché local, contre environ 350 MW actuellement, avec une option à l'exportation comme objectif stratégique si les conditions de marché le permettent.

Selon les données officielles, l'augmentation de la demande d'électricité a été en moyenne de 6,91% par an au cours des dernières années, dans un pays où la population augmente de près d'un million de personnes annuellement. La commission de régulation de l'électricité en Algérie a élaboré un cahier des charges qui devrait permettre d'attirer 70 investisseurs exclusivement dans l'énergie solaire. La société nationale d'énergie, Sonatrach, a d'ailleurs déjà signé un protocole d'entente avec l'entreprise italienne Eni pour la construction de centrales solaires.

A RETENIR

L'Algérie utilise actuellement le gaz pour générer 98% de ses besoins en électricité, soit 19 000 MW. Augmenter le niveau actuel des exportations de pétrole et de gaz ou à minima les maintenir est une priorité absolue pour l'État, étant donné que le pétrole et le gaz représentent 60% du budget et 94% des ventes totales de l'Algérie à l'export. Le recours à l'énergie solaire fait également partie des efforts de l'Algérie pour garantir des prix d'électricité bon marché, ce qui contribuera dans une large mesure à soutenir l'économie en réduisant les coûts de fonctionnement industrie manufacturières du pays.

JANVIER 2019

AFRICA BULLETIN



CAMEROUN

Kiro'o Rebuntu, la plate-forme des « serial entrepreneurs »

De nombreux jeunes camerounais partagent le rêve de devenir leur propre patron. De nombreuses start-ups voient ainsi le jour au Cameroun, mais la plupart des projets se heurtent à la même problématique de financement. Pour surmonter cette barrière, Olivier Madiba, le fondateur de Kiro'o Games, premier studio de création de jeux vidéo au Cameroun, a lancé Kiro'o Rebuntu. Cette plate-forme de mentorat digital veut enseigner la levée de fonds aux entrepreneurs d'Afrique francophone. Pour cela, le créateur a imaginé une formation en ligne. Pour un abonnement de 10 000 francs CFA (17 dollars US), chaque inscrit a accès à un e-book qui retrace les secrets du succès de ce magna du jeu vidéo. Toutes ces stratégies et ces secrets de gestion de projets sont pensés et adaptés à l'environnement africain. L'abonné peut également poser ses questions à un groupe privé joignable en ligne et entrer en contact avec les entrepreneurs qui partagent la même culture d'entreprise.

A RETENIR

Pour permettre à un maximum de jeunes entrepreneurs de bénéficier de la plate-forme, Kiro'o Rebuntu a signé un partenariat avec le ministère des postes et télécommunications du Cameroun, qui subventionne l'inscription des porteurs de projets dans les domaines des technologies de l'information et de la communication. L'émergence de start-ups touche le Cameroun, tout comme la plus part des pays du continent, et l'accompagnement de ces entrepreneurs est ainsi un enjeu clé pour le pays qui voit un nouveau levier de croissance à travers ces petites structures agiles, qui peuvent attirer de forts investissements.

EGYPTE

Mercedes-Benz tente de relancer le marché automobile égyptien

L'unité Mercedes-Benz Cars du constructeur allemand Daimler a récemment annoncé son intention d'ouvrir une usine de montage de voitures en Égypte, la plus grande économie d'Afrique du Nord, afin d'accroître ses parts de marché dans la région.

L'usine de montage de voitures sera construite avec un partenaire commercial local, la société élabore actuellement ses plans d'expansion en collaboration avec le gouvernement égyptien, a annoncé Mercedes-Benz dans un communiqué. L'Égypte cherche à attirer les investissements directs étrangers et a mis en place des réformes pour stimuler la croissance économique. Le programme est soutenu par un prêt de 12 milliards de dollars US du Fonds Monétaire International, en échange duquel l'Égypte a procédé à de profondes coupes dans les subventions énergétiques, introduit de nouvelles taxes et dévalué sa monnaie.

A RETENIR

Selon une enquête menée en 2017 par Research and Markets, le secteur des véhicules automobiles est un acteur important de l'économie égyptienne, représentant 3,7% de la production manufacturière égyptienne et 1,8% des emplois manufacturiers chaque année. En 2015, Mercedes-Benz avait arrêté ses activités d'assemblage de voitures en Égypte. La décision de reprendre la fabrication et l'assemblage de voitures reflète l'amélioration de l'environnement des investissements et la performance des affaires dans le pays. Cela aura également un effet positif sur la solvabilité du pays et encouragera d'autres entreprises à venir investir sur la terre des pharaons.

JANVIER 2019

AFRICA BULLETIN



GUINÉE

Nordgold investira plus de 400 millions de dollars US dans une mine d'or

La société minière russe Nordgold a récemment annoncé son intention d'investir plus de 408 millions de dollars US dans Lefa l'une des plus importantes mines d'or de Guinée. Cela intervient après que la mine a reçu un nouveau permis d'exploitation pour une durée de 15 ans, jusqu'en 2034, conformément à la durée de vie de la mine de Lefa.

Le projet Lefa a généré près de 12 millions de dollars US dans le développement des communautés locales et Nordgold a l'intention de poursuivre ses investissements dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes, et ce, autant que possible. Le géant russe, issu de la sidérurgie russe Severstal, a racheté la mine en 2010. Depuis, la société a investi plus d'un milliard de dollars US en Guinée.

A RETENIR

A travers la mine de Lefa, Nordgold a beaucoup investi dans le développement, au bénéfice des populations locales, des infrastructures routières et électriques, des services de santé, notamment en soutenant la lutte contre Ebola, et la création de nouveaux équipements médicaux, et d'éducation via la création d'une quarantaine d'écoles. La mine offre également un soutien continu aux activités d'agriculture et d'approvisionnement en nourriture et eau potable des populations locales. La prolongation du permis du mineur garantit en outre les emplois d'environ 1 200 d'emplois directs et plus de 700 emplois indirects.

KENYA

Les marques emblématiques du commerce de détail s'effondrent face à une concurrence féroce

Ukwala Supermarkets, l'une des plus grandes marques de supermarchés du Kenya, a demandé au tribunal la fermeture définitive, indiquant qu'elle était incapable de payer ses dettes d'un montant cumulé d'1 milliard de KES, soit environ 10 millions de dollars US. En novembre 2018, l'entreprise avait demandé la liquidation, informant le tribunal qu'il lui était impossible de rester à flot, en invoquant son endettement et son incapacité à faire face à ses obligations financières envers ses créanciers, ses fournisseurs et ses employés. Avec le quasi-effondrement d'autres chaînes de supermarchés pionnières telles que Uchumi et Nakumatt, l'entrée de nouveaux acteurs étrangers sur le marché local, représentés par des marques telles que le détaillant français Carrefour, le sud-africain Shoprite et le Bostwanais Choppies. Les nouveaux acteurs ont acquis des compétences considérables en tant qu'acteurs incontournables dans l'espace de vente au détail au Kenya, en reprenant un certain nombre d'espaces de vente clés appartenant jadis aux détaillants locaux aujourd'hui en difficulté.

A RETENIR

Les fournisseurs, principalement des petites et moyennes entreprises locales, ont subi les conséquences de l'échec des supermarchés historiques kényans, qui sombrent et emportent avec eux des sommes astronomiques d'impayés. Le quasi-effondrement de ces acteurs a bloqué près de 400 millions de dollars US pour les fournisseurs, selon les estimations de l'Association of Kenyan Suppliers. Il faut noter que les changements semblent représenter un secteur en évolution, alors que d'autres acteurs locaux, tels que Quickmatt, Tuskys, Naivas et Mulleys Supermarket, remplacent les anciens gardes et envisagent d'accroître leur expansion et de rivaliser avec les acteurs étrangers.

JANVIER 2019

AFRICA BULLETIN



MADAGASCAR

Les prévisions des performances économiques de Madagascar pour 2019

Selon les perspectives de l'Africa Economic Outlook 2019, la croissance du PIB réel de Madagascar a atteint environ 5% en 2018, contre 4,2% en 2017. Elle devrait augmenter légèrement pour atteindre 5,4% en 2019. L'inflation déjà en baisse à hauteur de 7,7% en 2018, devrait se stabiliser autour de 7,1% en 2019, et de 6,1% pour 2020. Le déficit budgétaire a été limité à 2,3% du PIB en 2018, contre 2,4% en 2017, en grande partie grâce aux mesures prises par le gouvernement ciblant certaines dépenses peu prioritaires. La dette publique totale, dont 70% provient de créanciers multilatéraux, est passée de 38,4% du PIB en 2016 à 35,1% en 2018. Le déficit de la balance courante c'est qu'en a lui détérioré pour atteindre environ 2% du PIB en 2018, en raison d'une augmentation de 19% de la valeur des importations de pétrole et de 13% de la valeur des biens d'équipement. Les exportations, dominées par le textile, la vanille, les huiles essentielles et les produits de l'industrie minière devraient par ailleurs continuer de contribuer à la croissance du PIB de l'île.

A RETENIR

Selon le FMI, la dette publique Malgache reste viable, avec un risque modéré de surendettement extérieur. L'île possède un avantage comparatif dans certains produits de niche qui peuvent être facilement transformés localement avec une valeur ajoutée élevée. Une mise en œuvre efficace de la politique industrielle et du régime des zones économiques spéciales pourrait transformer ce potentiel en emploi et en croissance économique. La Banque Africaine de Développement note que l'application de normes et standards internationaux et l'élimination des barrières non tarifaires pourraient stimuler les échanges commerciaux avec certains partenaires régionaux.

MAROC

Les projets d'expansion de SDX au Maroc empoisonnés par de nouvelles licences de forage

SDX Energy, une société pétrolière et gazière opérant en Afrique du Nord, a annoncé qu'elle renforçait sa présence au Maroc avec l'attribution des licences Moulay Bouchta Ouest et Lalla Mimouna Sud. La licence d'exploration Moulay Bouchta Ouest, couvrant une superficie de 458 Km², a été attribuée à SDX pour une période de huit ans. SDX s'est engagée à retraiter 150 Km de données sismiques 2D, à acquérir 100 Km² de nouvelles données sismique 3D et à forer un puits d'exploration au cours de la première période de trois ans et demi. SDX a également reçu la licence de Lalla Mimouna Sud, qui couvre une superficie de 857 Km², pour une période de huit ans également. Ce permis faisait partie du groupe initial de concessions que SDX avait acquises dans le cadre de l'acquisition de Circle Oil en 2017. La concession a expiré une fois que tous les engagements de travaux avaient été remplis et que SDX avait réappliqué la superficie après l'acquisition de données sismique 3D supplémentaire dans la région. La société s'est engagée à acquérir 50 Km² de données sismiques 3D et à forer un puits d'exploration au cours de la première période de trois ans.

A RETENIR

Pour SDX, le Maroc est une région en forte croissance et l'attribution de ces nouvelles licences offre un potentiel considérable en hydrocarbures qui est encore sous-exploités, cela lui donne également l'opportunité d'élargir ses opérations dans le pays, ce qui entraînera le développement d'infrastructures supplémentaires ainsi que la création d'emplois. L'entreprise confirme déjà un programme de forage de 12 puits qui devrait bientôt commencer. Les nouveaux permis permettent également à SDX d'accroître ses réserves et sa base de production au Maroc, générant des recettes d'exportation importantes pour le gouvernement.

JANVIER 2019

AFRICA BULLETIN



MAURICE

Une banque commerciale mauricienne découvre une mine d'or au Kenya

La Mauritius Commercial Bank (MCB), la plus ancienne banque de Maurice, a déclaré qu'elle profiterait du nombre croissant d'entreprises mauriciennes installées au Kenya pour exploiter davantage de transactions et accroître ses revenus dans la région. Alain Law Min, président-directeur général de MCB, a déclaré que son bureau de représentation local, ouvert en 2014, envisageait de conclure des accords de crédit syndiqué et de financement du commerce dans différents secteurs, notamment la confection, la finance, le pétrole et le gaz, en tirant parti des liens économiques croissants entre les deux pays. En outre, le bureau local de MCB offrira également des services de conseil aux entreprises kényanes souhaitant s'implanter à Maurice. Il convient de noter que les entreprises mauriciennes ont adopté une position expansionniste agressive dans le secteur financier au Kenya au cours des dernières années, injectant collectivement environ 100 millions de dollars US dans l'économie par le biais d'acquisitions et d'investissements dans des entreprises kényanes. Maurice est par ailleurs un refuge pour les très riches kényans et la plupart des multinationales kényanes ont des filiales enregistrées à Port Louis, principalement en raison de son régime fiscal favorable, avec un impôt sur les sociétés de 15% et une taxe à l'exportation de 3%.

A RETENIR

En 2017, les bureaux de représentation locaux ont facilité les affaires pour une valeur d'environ 3,3 milliards de dollars US. Il y a eu une augmentation notable des activités commerciales en 2017 par rapport aux 2,5 milliards de dollars US signalés en 2016. Cela démontre des améliorations et des opportunités au Kenya, tandis que Maurice a bénéficié de recettes accrues, de meilleures relations et d'une plus grande influence sur le marché.

NIGERIA

Les PPP pour booster les projets d'infrastructure

Le président Muhammadu Buhari a récemment signé un décret visant à permettre aux entreprises privées de construire et de rénover des routes à travers le pays. Le décret est un système de crédit d'impôt à l'investissement pour le développement et la rénovation d'infrastructures routières, qui permet au gouvernement fédéral du Nigéria de mobiliser des fonds du secteur privé pour la construction ou la rénovation de projets routiers. Au cours de la phase pilote, six entreprises construiront 19 routes couvrant 794,4 km. Le ministre des Finances, Zainab Ahmed a déclaré que ce programme était le résultat d'efforts déployés pour sortir des sentiers battus et déployer de nouvelles techniques pour développer les infrastructures routières du pays. Les six entreprises sont Dangote Industries, Lafarge Africa, Unilever Nigeria, Flour Mills of Nigeria, Nigeria LNG et China Road and Bridge Corporation Nigeria.

A RETENIR

Les PPP sont perçus par les parties prenantes des secteurs public et privé comme bénéfiques et rapides dans le cas de la construction de routes et sont largement acceptés comme un moyen d'accélérer la croissance au sein des milieux industriels. De plus, ces projets permettront au secteur privé d'utiliser son capital, son savoir-faire et également son efficacité à livrer des routes à temps. Le gouvernement nigérian économisera des milliards de dollars en développement d'infrastructures, qui seront utilisées pour améliorer et développer d'autres secteurs.

JANVIER 2019

AFRICA BULLETIN



RWANDA

Le Rwanda signale son intention de lancer dans l'espace son propre satellite

Le Rwanda devrait lancer son premier satellite cette année, après le sommet Transform Africa, rejoignant ainsi la liste des rares pays africains ayant placé un dispositif en orbite. L'initiative est en collaboration avec l'Agence japonaise de coopération internationale et l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale. Une équipe de cinq ingénieurs rwandais est actuellement à l'Université de Tokyo pour travailler avec leurs homologues japonais sur le projet. Ils ont notamment participé à la conception et à la construction du satellite. Une autre équipe de 15 ingénieurs sera formée localement à la technologie des satellites à partir de février. Le Rwanda rejoindra des pays africains tels que l'Éthiopie, le Zimbabwe, le Kenya, l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigeria, l'Angola, l'Algérie, le Maroc et l'Égypte, qui disposent également de satellites. La réalisation de ce projet est conforme à la politique spatiale de l'Union africaine, lancée en 2017. Elle reconnaît les avantages de l'exploration spatiale et recommande l'utilisation de satellites pour le développement et le progrès économique.

A RETENIR

Il convient de noter que le recours à des initiatives de transfert de technologie telles que celles entre le Rwanda et le Japon permet aux pays de développer leurs propres capacités de fabrication de satellites. Les données collectées via la technologie satellitaire seront utiles dans des domaines tels que l'agriculture, les prévisions météorologiques, et notamment les sécheresses. De plus, le lancement du satellite ne manquera pas de rehausser le prestige technologique du pays.

SENEGAL

Dakar réceptionne officiellement son Train Express Régional

Un des chantiers majeurs du mandat de Macky Sall, le train express régional (TER), a été officiellement réceptionné le 14 janvier, mais les travaux sont loin d'être achevés. La réception du TER qui, dans un premier temps, reliera en quarante-cinq minutes Dakar à Diamniadio (36 km), est un des projets phares du président Macky Sall et du parti. Conçu pour desservir la ville nouvelle de Diamniadio et la grande banlieue dakaroise, le TER aura au total coûté 656 milliards de francs CFA (1.14 milliard de dollars US) dans sa phase 1, selon les chiffres fournis par les services de la Primature sénégalaise. Si le gouvernement a investi dans ce premier tronçon 192 millions de dollars US, les bailleurs internationaux (BID, BAD, AFD, etc.) ont, quant à eux, décaissé près de 800 millions de dollars US.

A RETENIR

Sept trains supplémentaires seront acquis dans le cadre d'une deuxième phase dont les études de faisabilité ont déjà été réalisées. Il ne resterait que la mobilisation des financements à réaliser, selon le président du Sénégal. L'exploitation du TER, en vertu d'un contrat d'exploitation et de maintenance d'une durée minimale de cinq ans, a été confiée au groupement société nationale des chemins de fer français (SNCF), et à la régie autonome des transports parisiens (RATP), constitué sous la forme d'une société de droit sénégalais.

JANVIER 2019

AFRICA BULLETIN



SOURCES

<https://www.afdb.org>

<https://www.voanews.com>

<https://www.businessdailyafrica.com>

<https://www.newtimes.co.rw>

<https://www.reuters.com>

<https://allafrica.com>

<http://www.theeastafrican.co.ke>

<http://www.solar-works.co.za>

<https://sunfunder.com>

<http://www.oilreviewmiddleeast.com>

<https://www.busiweek.com>

<https://punchng.com>

<https://www.nation.co.ke>

<https://www.standardmedia.co.ke>

<https://edition.cnn.com>

<http://www.afpforum.com>

<https://www.jeuneafrique.com/>

<https://www.lemonde.fr/afrique>

<https://www.afrique.latribune.fr/>

<https://www.africaintelligence.com/>

<http://www.theafricareport.com>

<http://www.leseco.ma/>

<https://www.guineenews.org/>

<http://www.rfi.fr/afrique>

<https://www.reuters.com>

BRÈVES - Afrique de l'Est et Océan Indien du service économique de l'Ambassade de France